Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1735

Artikel: Demain, on pollue gratis : quand le parti libéral suisse fait de l'écologie en négligeant l'économie

Autor: Imhof, Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024346

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

maintenant le langage des conservateurs d'avant la guerre du Sonderbund. L'autonomie fiscale des cantons ne peut se déployer que dans le cadre du droit fédéral: c'est vous qui avez fait triompher ce principe – le droit fédéral prime le droit cantonal – qui marque la rupture avec l'ancienne Confédération d'Etats. Relisez votre histoire, ayez un minimum de fidélité à votre héritage et le courage de ne pas courir comme des pleutres derrière l'UDC. Ou alors, soyez logiques et ne présentez plus de candidatures pour le Tribunal fédéral.

Demain, on pollue gratis

Quand le parti libéral suisse fait de l'écologie en négligeant l'économie

Pierre Imhof (03 juin 2007)

Pas de chance pour les libéraux: non seulement ils doivent se débattre avec leur aile verte, mais ils ratent encore leur effet d'annonce de chantre de la protection de l'environnement pour cause de collision avec l'actualité.

C'est le 1er juin que le parti libéral a choisi de présenter son *Pacte pour l'environnement*. Une liste d'actions qu'on croit sorties d'un programme vieux d'au moins 10 ans, comme des bilans énergétiques gratuits, des incitations fiscales, des améliorations de la qualité des transports publics. Avec en prime un long préambule et un esprit qui transpire de tout le document: surtout, pas d'obligations, pas de contraintes, pas de taxes supplémentaires. Et comme s'ils étaient eux-mêmes conscients du manque de contenu de leurs propositions, ils évitent de s'en vanter. Il faut aller chercher dans la rubrique "Qui sommes nous?" de leur site Internet pour trouver trace de ce document, d'ailleurs sans explication sur son statut.

Manque de chance, il y a une semaine, l'Office fédéral de la statistique publiait *Transports et mobilité*. Et le jour même, c'était l'Office fédéral de l'environnement qui tirait un bilan mitigé de la protection de l'environnement en Suisse. Avec un constat parfaitement concordant entre les deux offices: des actions sont entreprises, et des résultats encourageants sont enregistrés, preuve des possibilités d'améliorer une situation préoccupante. Ainsi, la consommation de carburant des véhicules diminue et nos appareils sont plus performants. Mais ces améliorations ont servi à augmenter notre confort, non à diminuer la pression sur l'environnement: plus de monde se déplace davantage dans des véhicules plus grands, plus grands également nos frigos et les écrans que nous possédons en plus grand nombre. Résultat, le bilan global est décevant, quand il n'est pas franchement négatif. Et les seuls domaines où des améliorations concrètes sont constatées sont ceux dans lesquels l'Etat s'est montré actif en édictant des normes contraignantes (pollution de l'air, des eaux et des sols) ou en étant lui-même acteur (valorisation des déchets). Des résultats insuffisants par contre là où l'on a compté essentiellement sur les effets incitatifs (gaz à effet de serre, précurseurs d'ozone, poussières fines, smog estival).

Peut-on se contenter, face à cette situation, comme le fait le parti libéral, de prôner la responsabilité individuelle? Certainement pas, surtout quand les mesures incitatives ont pour effet d'appauvrir l'Etat. Car les libéraux souhaitent récompenser les attitudes adéquates par des réductions d'impôt ou offrir des prestations supplémentaires gratuites, comme les bilans énergétiques.

Pourquoi ne pas aller au bout du raisonnement: ce que l'Etat perd d'un côté - le coût des mesures incitatives - il faut bien qu'il le récupère de l'autre - par exemple en taxant les comportements inadéquats. Mais même cette approche équilibrée n'est pas viable à long terme et ne peut être que transitoire. Car en diminuant le prix de ce qui pollue moins, on en favorise également un usage accru, tout de même polluant. Et en acceptant de participer au financement des économies d'énergie par des baisses d'impôt, par exemple dans les bâtiments, on mutualise les coûts, mais on privatise les bénéfices de l'opération à long terme, les économies faites sur l'achat d'énergie ne profitant qu'au propriétaire. Une attitude économiquement indéfendable.

On se souvient que la droite a longtemps fait la leçon aux défenseurs de l'environnement: apprenez à concilier économie et écologie. On peut aujourd'hui leur retourner cette exigence: tous les indicateurs montrent que le domaine de l'écologie est économiquement parmi les plus porteurs. Une chance pour la Suisse, pays de haute technologie. En adoptant des normes exigeantes et en se fixant des objectifs ambitieux, notre pays favoriserait l'innovation et s'assurerait des revenus dans un secteur d'avenir.

Poussières fines: l'urgence d'attendre

Le Conseil fédéral cède face au lobby automobile

Jean-Daniel Delley (02 juin 2007)

Le Conseil fédéral a donc remis à plus tard l'obligation d'équiper tous les véhicules neufs diesel de filtres à particules fines.

L'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne et des pays fabricants de voitures ont manifesté leur opposition à la hâte helvétique, qui constituerait une entrave au commerce.

L'argument ne tient pas la route: les accords de libre-échange prévoient explicitement la possibilité de restreindre l'importation de produits pour des raisons sanitaires.

On se souvient des pics de pollution durant l'hiver 2005-2006. Près de la moitié de la population fût alors exposée à des concentrations de poussières fines dans l'air très supérieures aux valeurs limites admises. Des poussières fines dont on sait qu'elles sont cancérigènes et affectent particulièrement la santé des enfants et des personnes âgées.

Un élément important du plan d'action alors annoncé par Moritz Leuenberger fait donc toujours défaut. Peut-on se consoler du fait que 80% des véhicules neufs sont d'ores et déjà équipés de filtres et saluer l'appel du TCS à n'acquérir que de telles voitures? Et oublier les 20% restants et toutes les autos en circulation dépourvues de filtres? Et oublier aussi que plus de la moitié des émissions de particules fines résulte non de la combustion mais de l'usure des freins et des pneumatiques, donc du trafic routier et ferroviaire?